INTERNET ET LA CHINE

Dans la collection Médiathèque
dirigée par
Nicolas Demorand
Olivier Duhamel
Géraldine Muhlmann

Robert E. Park
Le Journaliste et le Sociologue
textes présentés par Géraldine Muhlmann
et Edwy Plenel

Olivier Duhamel, Michel Field
Le Starkozysme

INTERNET ET LA CHINE

pierre haski

MEDIATHEQUE

SEUIL/PRESSES DE SCIENCES PO

ISBN 978-2-02-101835-6

© ÉDITIONS DU SEUIL, MAI 2008

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Introduction

Lorsque dans les années 1990 les dirigeants chinois ont été confrontés à l'émergence d'Internet, ils avaient le choix entre deux attitudes : bloquer cette technologie potentiellement dangereuse car vecteur d'informations et d'idées non contrôlées, ou épouser la modernité économique et tenter d'en atténuer les effets « négatifs ».

On aurait pu penser, à l'époque, que la Chine, comme d'autres pays autoritaires ou dictatoriaux – la Corée du Nord voisine, l'Iran ou Cuba –, choisirait de bloquer le développement d'Internet de peur d'offrir aux ennemis du régime un boulevard pour véhiculer leurs idées. Il n'en fut rien : la direction politique chinoise fit, au contraire, le choix risqué de la technologie au profit de la croissance économique.

C'est ainsi que, dans les années 1996-1997, on pouvait découvrir, dans les grandes avenues de Shanghaï, des banderoles vantant les mérites d'Internet et appelant les citoyens à s'inscrire. De quoi surprendre à une époque où les « nouvelles technologies de l'information », ainsi que toute l'ambiance de la Silicon Valley dont elles étaient issues, étaient associées à l'idée de liberté. Mais les dirigeants chinois ont estimé alors qu'ils avaient un besoin impératif de ces technologies pour la croissance chinoise, et qu'ils seraient capables d'en conserver le contrôle. « Le développement d'Internet est vital pour

le pays », s'exclamait dans un discours le président chinois de l'époque, Jiang Zemin, pourtant conservateur et peu suspect de rechercher l'ouverture.

Dix ans après son lancement, le pari économique est largement gagnant : la Chine est devenue un géant de l'électronique à l'échelle mondiale, deuxième marché des télécoms après les États-Unis, et le développement d'Internet y a joué un rôle décisif, au côté du développement de la téléphonie mobile. Avec plus de 200 millions d'internautes début 2008, dépassant ainsi les États-Unis, Internet est devenu un espace décisif, économiquement mais aussi politiquement.

Parallèlement au développement de l'infrastructure et du nombre d'utilisateurs, une course de vitesse s'est engagée entre la volonté de contrôle maximal du Parti communiste chinois (PCC) et les efforts de ceux, nombreux, qui espèrent pouvoir utiliser la technologie pour faire circuler une information libre dont on sait bien qu'elle constitue le nerf de la guerre. Une partie de l'équation politique chinoise de l'avenir se joue ainsi sur la Toile, dans un pays qui a retrouvé en quelques années la place centrale qu'il estime être la sienne.

Une décennie après le début de cette bataille inachevée une chose est certaine : Internet a déjà contribué aux profonds changements de la société chinoise, accompagnant sa mutation, d'ampleur historique, au point d'en être parfois un véritable raccourci. Mais, à l'arrivée, Internet changera-t-il réellement la Chine, ou celle-ci parviendra-t-elle à « changer » ou, au moins, à « dompter » la Toile ?

La question d'Internet se situe au cœur de l'équation politique plus globale de la Chine. Quel est le modèle de

société et de système politique qui se met en place depuis la fin de la période maoïste, marquée par le pouvoir personnel absolu et la stagnation économique ? Quelle est la réponse de la société chinoise, quelles sont ses « armes », ses ressorts, sa marge de manœuvre ? Internet modifie la donne, pour le pouvoir comme pour la société qui, chacun à sa manière, s'est emparé de cette technologie « révolutionnaire ».

La Chine offre au monde une énigme politique étonnante, un « modèle chinois » inclassable, politiquement autoritaire, socialement ultralibéral, et économiquement hybride, mêlant contrôle et libéralisme.

On l'a compris, sur le plan économique, Deng Xiaoping a donc inversé le cap, et mis la Chine non pas tant sur la « voie capitaliste », comme on le disait à l'époque du langage fleuri maoïste, mais sur celle d'un subtil mélange entre un capitalisme d'État considérable et un secteur privé sauvage[1]. L'État chinois reste un acteur économique majeur, loin, très loin, d'une quelconque libéralisation à l'occidentale. Il garde le contrôle du système financier, de la production d'énergie, des transports, de l'industrie lourde, des télécoms, et même de la construction automobile. Et lorsque, comme ailleurs sous la poussée libérale, il fait éclater le monopole de China Telecom, l'opérateur historique, il crée trois sociétés rivales, toutes trois contrôlées par… l'État ! Ce qui ne les empêche pas de se livrer à une authentique concurrence sur les prix ou même en s'arrachant les câbles… Prendre le meilleur de la concurrence sans jamais perdre le contrôle, c'est un tour de force. Au

1. Cf. Marie-Claire Bergère, *Capitalismes et Capitalistes en Chine, des origines à nos jours*, Perrin, 2007.

secteur privé, il abandonne… le reste, c'est-à-dire des pans entiers de l'industrie, du commerce et des services, insufflant ainsi un dynamisme économique considérable et créateur d'emplois.

Sur le plan social, la Chine a cassé le modèle collectiviste de l'ère maoïste, mettant fin au « bol de fer » qui garantissait aux paysans et aux ouvriers la prise en charge par l'État de tous leurs besoins de la naissance à la mort. Les conséquences ont été très brutales, en particulier pour l'éducation, la santé et le sort des personnes âgées, l'État se désengageant sans mettre en place de structures alternatives. Selon le ministère de la Santé chinois, la moitié de la population, soit tout de même plus de 700 millions de personnes, ne se fait pas soigner ou doit interrompre des traitements avant la fin, faute de moyens[1]. La nouvelle équipe dirigeante, composée du président Hu Jintao et du Premier ministre Wen Jiabao, a pris conscience des risques de déstabilisation générés par le fossé social creusé par vingt ans de croissance rapide. Mais elle tente d'en corriger les excès sans changer de cap, ce qui est à la fois lent et incertain, prolongeant d'autant une situation tendue.

Sur le plan politique, enfin, pas d'ambiguïtés : le PCC n'a pas renoncé au monopole du pouvoir, même si, c'est tout de même à noter, un non-communiste a fait son entrée au gouvernement pour la première fois en 2007, Wan Gang, passé directement du Conseil de surveillance du groupe allemand ThyssenKrupp au poste de ministre de la Science et de la Technologie ! La question

1. Cf. Pierre Haski, *Le Sang de la Chine*, Grasset, 2005, photographies de Bertrand Meunier.

a été tranchée depuis longtemps : la seule évolution démocratique envisagée à moyen terme est la pluralité des candidatures à l'intérieur du parti, pas dans le système politique. L'actuel chef de l'État et du PCC, Hu Jintao, a été désigné par Deng Xiaoping, alors nonagénaire et sans aucune responsabilité politique directe, au lendemain de la crise de Tiananmen en 1989 : le patriarche avait limogé Zhao Ziyang, qui refusait la méthode forte contre les étudiants, nommé Jiang Zemin pour lui succéder, et désigné Hu Jintao pour incarner la « quatrième génération » de dirigeants à l'expiration des deux mandats de Jiang. Longtemps après la mort de Deng Xiaoping, ce scénario a été suivi à la lettre, personne ne voulant prendre le risque de provoquer une crise en remettant en cause le schéma du vieux leader pourtant disparu. Le choix de la « cinquième génération », qui succédera donc, en 2012, au couple exécutif actuel, Hu Jintao et Wen Jiabao, a été révélé au cours du XVII^{e} congrès du PCC, à l'automne 2007, sans que les citoyens chinois aient été consultés. Les Chinois furent surpris d'apprendre que leur prochain « Timonier » serait Xi Jinping, le leader du PCC à Shanghaï, pas le plus connu des dirigeants chinois.

Pour autant, la Chine n'est pas immobile. C'est même une société en mouvement. Au sens littéral du terme, d'abord, avec l'exode rural aux proportions historiques qui est en cours : 200 à 300 millions de personnes entre campagne et villes, qui changent d'univers, d'environnement, de mentalité et de perception du monde. Le mouvement est aussi dans les têtes : collectiviste à outrance, la Chine devient individualiste, de manière tout aussi forcenée. La fin du « bol de fer » maoïste a ouvert la voie au « chacun pour soi », et le pouvoir auto-

ritaire se conjugue paradoxalement avec un État faible. Le lecteur non averti sera sans doute surpris d'apprendre que peu de lois sont respectées en Chine, que le pouvoir central a lui-même du mal à se faire obéir des provinces, et que le citoyen, privé de droits, se considère exonéré de devoirs. Mais malgré ce « chaos créatif » qui produit une croissance économique à deux chiffres, le Parti parvient à conserver une relative cohésion nationale.

Explication ? Un nouveau « pacte social » qui ne dit pas son nom, passé d'abord avec la nouvelle base sociale du PCC, la classe moyenne émergente des villes, et, au-delà, avec l'ensemble de la population. Le Parti garantit la croissance économique et la stabilité sociale, permet l'enrichissement individuel sans être trop regardant, et accorde des libertés individuelles inédites telles que le droit à la propriété (désormais garanti dans la Constitution et dans la loi), à la vie privée (un concept qui n'existait pas dans la Chine impériale comme maoïste, et qui permet de choisir sa vie, son éducation, sa sexualité ou son logement), à la circulation (il est plus facile aujourd'hui d'avoir un passeport chinois que d'obtenir un visa de touriste pour la France…), ou encore, malgré beaucoup de restrictions, à pratiquer sa foi (c'est plus difficile si on est un Tibétain bouddhiste ou un Ouigour musulman…). En échange, le citoyen à qui ces libertés sont octroyées sait qu'il doit respecter le pouvoir du Parti, qu'il existe des « lignes rouges » à ne pas franchir sous peine d'encourir des peines sévères. Ce pacte s'est mis en place au lendemain du traumatisme de Tiananmen, en 1989, lorsque le Parti a compris que la principale menace à son pouvoir ne provenait pas des paysans ni des ouvriers, les grands

oubliés du « miracle » chinois, mais de la classe moyenne urbaine. Par extension, le pacte s'applique à l'ensemble des Chinois qui, dans une sorte de « rêve américain » version chinoise, ont l'espoir d'accéder un jour à cette « petite prospérité » (*Xiaokang Shehui*) que leur promet le Parti communiste chinois dans un slogan d'une étonnante modestie. Même quand ils en sont aujourd'hui les exclus et qu'ils voient la « fusée » chinoise décoller sans eux.

Si le Parti communiste chinois réussit son pari, il aura assuré le décollage économique du pays et l'émergence de nouvelles structures sociales, il aura permis à une partie non négligeable de la population de sortir de la misère tout en garantissant à une petite minorité – dont ses propres cadres – un gigantesque enrichissement… Le tout sans perdre un pouvoir qui semblait condamné en 1989 après l'écrasement du Printemps de Pékin, puis la chute du mur de Berlin et l'effondrement du système communiste soviétique. Cette réussite sera-t-elle durable ? L'économie chinoise échappera-t-elle grâce à la taille du pays aux cycles jugés inévitables ailleurs ? Le « pacte social » résistera-t-il aux tensions nombreuses (les protestations de masse se comptent par dizaines de milliers chaque année, de l'aveu même des autorités) et aux aspirations inévitables de la classe moyenne à élargir le champ des libertés ? Le nationalisme mâtiné de confucianisme revisité pourra-t-il réellement assurer une idéologie de substitution à un communisme auquel plus personne ne croit, pas même les membres du Parti ? Ou la frange la plus ouverte aux idées libérales, à la fois dans la société civile naissante comme au sein du PCC, parviendra-t-elle à se faire

entendre, après un siècle de combats et de luttes pour une forme de démocratie chinoise[1] ?

Dans cette équation, l'irruption d'Internet constitue en soit une véritable « révolution » – un mot que l'on n'emploie pas impunément dans un pays comme la Chine… Une révolution, non pas parce que la technologie serait en elle-même porteuse de liberté, ou à l'inverse nécessairement liberticide, mais parce qu'elle bouleverse les règles du jeu politique et social chinois, parce qu'elle donne à la société comme au pouvoir des moyens nouveaux, imprévisibles, plus difficilement contrôlables. Le débat sur l'impact de ces nouvelles technologies divise depuis des années les observateurs de la vie politique chinoise, signe du champ nouveau qui a été ouvert. Ces derniers temps le gouvernement a pu ressentir les effets de cette évolution avec l'émergence d'une véritable opinion publique virtuelle sur des sujets de société ou même politiques ; on a vu, également, la manière dont le pouvoir chinois a été en mesure de contrôler minutieusement l'information, en particulier sur la Toile, et de canaliser les sentiments nationalistes de la population lors de la crise du Tibet, en mars 2008.

Zhou Yongming, professeur chinois qui vit aux États-Unis depuis vingt ans, enseignant à l'université du Wisconsin, s'est livré à une étude intéressante[2]. Ce chercheur a fait le parallèle entre le rôle de l'apparition du télégraphe dans la dernière période de la dynastie Qing, à la fin du XIX^e^ siècle, et celle d'Internet un siècle plus tard. Sa conclusion : « Les télégrammes ont eu une

1. Cf. Jean-Philippe Béja, *À la recherche d'une ombre chinoise, le mouvement pour la démocratie en Chine, 1919-2004*, Seuil, 2008.

2. Cité par Sylvie Kauffmann, « Internet, avantages et inconvénients », *Le Monde*, 1^er^ avril 2008.